

Le Directeur

Paris, le 21 septembre 2021

Réponse à la réaction de l'IRIS suite à la publication du rapport de l'IRSEM sur *Les Opérations d'influence chinoises*

L'IRSEM a publié le 20 septembre 2021 un rapport intitulé *Les Opérations d'influence chinoises : un moment machiavélien*, qui a suscité une réaction du directeur de l'IRIS, Pascal Boniface, et l'émoi de plusieurs chercheurs et amis de l'IRIS sur les réseaux sociaux. Les uns et les autres s'insurgent d'y être présentés comme un « relais local d'opérations chinoises » ou « une sorte d'idiot utile de Pékin ». Des chercheurs non cités dans le rapport mais associés à l'IRIS se défendent d'être « Pro-Pékin », travaux critiques à l'appui. Sauf que l'IRSEM n'a jamais prétendu le contraire. Nous invitons les lecteurs à lire les pages concernées dans le rapport (p. 312-315) avant de s'indigner en attribuant aux auteurs des positions qu'ils n'ont jamais défendues.

Il faut d'abord rappeler que le passage sur l'IRIS, qui cristallise visiblement l'attention en France, ne fait que trois pages sur 646, soit 0,46% du volume total. Il ne s'agit que d'un exemple parmi d'autres dans une section sur les think tanks dans une partie sur les multiples actions entreprises par le Parti-Etat en matière d'influence. Notre travail porte sur les opérations d'influence de Pékin dans le monde entier, et la France ne fait pas l'objet d'une étude de cas distincte, contrairement à Taïwan, Hong Kong, Singapour, la Suède et le Canada. Mais quelques exemples français sont cités ici et là, et ce n'est qu'en travaillant sur les acteurs gravitant autour de l'ambassade de Chine en France que nous avons croisé la piste de l'IRIS.

Qu'avons-nous écrit exactement ?

- que l'IRIS a coorganisé des événements avec l'ambassade de Chine, systématiquement introduits par une allocution de l'ambassadeur de Chine, et dont la plupart des intervenants chinois provenaient de structures du Parti-État (dont le CICIR, considéré comme une branche du ministère de la Sécurité d'Etat, la principale agence civile de renseignement en Chine) ;
- que plusieurs sources (novastan.org, *La Lettre A*, *Libération*) ont estimé que ces événements faisaient une présentation laudative du projet chinois des Nouvelles routes de la soie ;
- que Pascal Boniface et, dans une moindre mesure, Barthélémy Courmont, directeur de recherche à l'IRIS, ont aussi participé à d'autres événements organisés par ou avec l'ambassade de Chine ou des agences du Parti (nous donnons l'exemple récent – 26 août 2021 – d'un événement coorganisé par l'Academy of Contemporary China and World Studies (ACCWS) qui relève du département de Propagande du PCC) ;
- que le directeur et des chercheurs de l'IRIS ont publié des articles dans trois des huit premiers numéros de la revue *Dialogue Chine-France* co-éditée par la maison d'édition La route de la Soie et *La Chine au présent (China Daily)*, qui relève aussi du département de Propagande du PCC ;

- que Barthélémy Courmont est aussi auteur et directeur de collection chez La Route de la Soie, qui a notamment édité l'ouvrage polémique de Maxime Vivas sur les Ouïghours ;
- que l'IRIS a aussi publié une note de la directrice de cette maison d'édition, Sonia Bressler, sur le « China Bashing » ; et un entretien avec Pierre Picquart, un chercheur connu pour relayer les positions de Pékin et qui lui-même a participé à des événements organisés par l'ambassade.

Ce sont des faits objectifs, sourcés, vérifiables. L'IRIS le conteste-t-il ?

On objecte que tout cela n'empêche pas le directeur et les chercheurs de l'IRIS de critiquer Pékin. Certes, et c'est exactement ce que nous écrivons dans le rapport : « *En dépit de tout ce qui précède, il est important de noter que l'IRIS publie aussi parfois des notes moins favorables à la Chine. La structure semble maintenir un relatif pluralisme et Boniface comme Courmont savent aussi se montrer critiques de Pékin. D'ailleurs, Boniface a publiquement défendu Valérie Niquet lorsqu'elle a annoncé être poursuivie pour diffamation par Huawei en novembre 2019 (→ p. 51), et Antoine Bondaz lorsqu'il a été attaqué par l'ambassade de Chine en mars 2021 – ce qui, si l'on en croit Libération, pourrait avoir conduit l'IRIS à réévaluer sa relation avec l'ambassade (→ p. 237).* »

A aucun moment, nous n'écrivons ni ne présumons que l'IRIS en tant qu'institution, ou le personnel de l'IRIS, aurait une position « pro-Pékin ». Nous ne faisons pas d'amalgame et nous n'ignorons pas qu'il y a à l'IRIS différentes sensibilités, comme c'est d'ailleurs le cas à l'IRSEM.

Mais cela fait-il pour autant disparaître les éléments précédents ? Non. Il reste un fait objectif que l'IRIS a « *une relation ponctuelle avec les autorités chinoises, en donnant parfois la parole à des relais du Parti, ou en participant à des publications ou des événements pilotés par le PCC* » et, qu'il le veuille ou non (nous précisons que « *rien n'indique qu'il s'agisse d'un effort conscient* »), cela « *contribue de facto aux opérations d'influence chinoises en France – ce qui justifie la présence de cet exemple dans le présent rapport* ».

Nous concluons en écrivant que « *Contrairement à d'autres acteurs décrits dans les pages suivantes, il n'y a pas ici de défense du modèle chinois. C'est en cela que, dans la gradation de l'influence par les think tanks que nous avons établie, il ne s'agit là que du premier degré.* »

Il nous semble que, loin des caricatures qui en sont faites sur les réseaux sociaux, cette position est équilibrée et modérée – au contraire de certaines réactions, dont celle de ce chercheur associé à l'IRIS répétant sur plusieurs plateformes publiques que l'IRSEM est « *une CIA liliputienne (sic) française* ». Il n'y a, de notre part, aucune volonté de dénigrement ou de polémique. Bien au contraire, depuis des années, l'IRSEM travaille régulièrement avec l'IRIS (des chercheurs de l'IRSEM ont participé à des événements de l'IRIS et réciproquement, nous avons associé et publié des chercheurs de l'IRIS, etc.). Sans dénigrement donc, mais sans complaisance non plus lorsqu'il s'agit d'analyser les opérations d'influence chinoises où qu'elles soient, y compris sur la scène intellectuelle française.

Enfin, dans sa réaction du 20 septembre 2021, Pascal Boniface souligne deux autres points qui méritent une réponse. D'abord, il s'étonne que « les chercheurs spécialistes de l'Asie de l'IRSEM ne semblent pas avoir été associés » à la préparation du rapport. C'est parce qu'il ne s'agit pas d'un rapport sur « l'Asie » mais sur les opérations d'influence chinoises dans le monde – ce qui exige des compétences sur le Parti-Etat chinois d'une part, et sur les terrains de son influence d'autre part, qui sont non seulement en Asie mais aussi en « Occident » comme en témoignent les cas étudiés dans le rapport, ainsi que sur les opérations d'influence et les menaces hybrides en général. De ce point de vue, les deux auteurs étaient particulièrement complémentaires. D'autres chercheurs de l'IRSEM ont été sollicités et ont décliné la proposition, par manque de temps (il s'agissait en effet d'un investissement colossal), de spécialisation (on peut travailler sur l'Asie ou même la Chine et ne pas savoir grand-chose des opérations des services et de l'APL), ou encore parce qu'ils craignaient des mesures de rétorsion de Pékin, notamment de perdre leur accès au terrain chinois (confirmant par là même ce que le rapport dit de l'arme du visa utilisée pour façonner les études chinoises).

Ensuite, Pascal Boniface explique que je me serais justifié de ne pas lui avoir envoyé le rapport en amont parce que cela « reviendrait à ce qu'il atterrisse directement sur le bureau de l'ambassadeur de Chine ». Ce n'est pas exactement ce que j'ai dit mais le problème n'est pas là. Il est dans le fait que le directeur de l'IRIS cite ici une conversation privée entre nous. Et, s'il est disposé à en révéler le contenu, il faut le faire entièrement. Le 15 septembre 2021 à 17h23, quelques jours donc avant la parution du rapport, Pascal Boniface m'a appelé sur ma ligne professionnelle pour me dire qu'il considérait le rapport comme « une attaque personnelle contre l'IRIS et sa personne », « une déclaration de guerre », « politiquement motivée », et d'ajouter : « je ne me laisserai pas faire », « ne crois pas qu'il n'y aura pas de conséquences » - ce qui pourrait s'interpréter comme une menace et, donc, une tentative d'intimidation. Le lendemain matin à 10h10, je recevais sur le même poste un appel de l'assistante du directeur de la Fondation Prospective et Innovation (présidée par Jean-Pierre Raffarin) qui souhaitait « parler de la Chine », ce que j'ai décliné. C'est précisément pour éviter ce genre de pression que nous avons travaillé dans une relative discrétion pendant deux ans et que nous n'avons pas partagé le rapport avant sa parution.



Jean-Baptiste JEANGENE VILMER
Directeur de l'Institut de recherche
stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM)